

IDE représentent moins de 4 % du PIB malaisien, et restent en deçà d'un cinquième de l'investissement domestique au cours des années 2000⁷².

*Continuité de la domination étrangère sur le capital
des industries stratégiques*

Les IDE ne donnent qu'imparfaitement l'idée de l'implication des intérêts étrangers dans le capital productif du pays⁷³. En effet, lorsqu'on étudie plutôt la capitalisation des entreprises du pays, une autre réalité de l'implication étrangère dans le tissu économique malaisien se fait jour, à l'opposé du constat d'une perte d'influence.

Alors qu'ils étaient omniprésents en 1970 dans le capital des sociétés malaisiennes (dont ils détenaient les deux tiers), les étrangers ont vu leur part diminuer au fil du temps⁷⁴, au profit des Malaisiens. Les premiers bénéficiaires de cette restructuration ont d'abord été les Malais, par l'intermédiaire des *Trust Agencies* dans un premier temps, puis à titre individuel à partir du mouvement de privatisation. Ensuite, lorsque les conditions d'investissement et d'acquisition d'entreprises s'assouplissent pour les Chinois après 1986, ces derniers ont pu aussi tirer parti de la redistribution de la propriété du capital. Mais la période d'euphorie des marchés en direction de l'Asie, au début des années 1990, facilitée par la récente dérégulation des places financières asiatiques, y compris celle de Malaisie, explique que les années 1990-1995 voient remonter la part du capital des sociétés par actions détenues par les étrangers. Celle-ci s'élève à 36 % en 1995, et à près de 40 % en 2000.

72 Le stock d'IDE entrant en Asie du Sud-Est par exemple s'est clairement maintenu, du fait de l'importance régionale de Singapour qui reste structurellement très dépendant des IDE : 45,4 % de la FBCF en 2000 ; 46,5 % en 2003 ; 79 % en 2005 (le stock d'IDE dans le PIB atteint alors 158 %). CNUCED, 2006 (<http://unctad.org/wir>).

73 Voir El Mouhoud, *Mondialisation et délocalisation des entreprises*, 2006, p. 16-20 ; C.-A. Michallet, *Mondialisation, la grande rupture*, 2007, p. 34 ; F. Boudier, « Production mondialisée : du besoin d'un nouveau triptyque "concept, mesure, théorie" », *Cahiers du GEMDEV*, 2007, p. 110.

74 Bien que leur participation absolue ait toujours augmenté, du fait de l'accroissement très important du volume du capital social malaisien qui a eu lieu au cours de cette période : en millions de RM, les parts sociales détenues par les résidents étrangers se montent à 3 380 en 1970 ; 14 000 en 1980 ; 25 880 en 1985 ; 31 000 en 1988 ; 36 700 en 1990 ; 65 000 en 1995. Phan Hooi Eng, « The economic role of the Chinese in Malaysia », *The Chinese in Malaysia*, Lee Kam Hing et Tan Chee-Beng éd., 2000, p. 116.

Tableau 54 Actifs des sociétés par actions malaisiennes, par catégories de détenteurs

	1970	1980	1985	1990	1995	2000
Résidents malaisiens	36,7 %	57 %	54,9 %	74,6 %	72,3 %	71,9 %
Intérêts malais	2,4 %	12,5 %	19,1 %	19,3 %	20,6 %	18,9 %
Individus <i>Bumiputra</i>	1,6 %	5,8 %	11,9 %	14,2 %	18,6 %	17,2 % ^b
<i>Trust Agencies</i>	0,8 %	6,7 %	7,4 %	5,1 %	2 %	1,7 %
Autres résidents malaisiens	24,3 %	44,6 %	46,5 %	46,8 %	43,4 %	43,3 %
Chinois			33,4 %	45,5 %	40,9 %	38,9 %
Indiens			1,2 %	1 %	1,5 %	1,5 %
Autres			1,3 %	0,3 %	1 %	0,9 %
Résidents étrangers^a	63,3 %	43 %	32,8 %	33,9 %	36,0 %	39,8 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Total en valeur nominale (en millions de RM)	6 564	32 420	77 894	108 377	179 792	332 417

^a Y compris les *Nominee companies* (sociétés prête-noms).

^b Y compris les actifs gérés par les fonds musulmans.

Périodisation :

- NEP (redistribution nationaliste)
- Privatisations, libéralisation
- Période d'afflux de capitaux étrangers

Source : Phang Hooi Eng, « The economic role of the Chinese... », 2000, p. 116; EPU, *Mid-term Review of the 8th Malaysia Plan 2001-2005*, p. 65.

Cette part élevée du capital des entreprises nationales détenues par des actionnaires étrangers dans le cas de la Malaisie est moins le fait d'un redéploiement des fonds prêtables à l'échelle mondiale porté par la globalisation financière, que le reflet, sans doute singulier, de l'histoire longue d'une profonde dépendance financière. Le capitalisme malaisien datant de la période coloniale, il demeure dominé à près de 70 % à l'époque de l'indépendance par les capitaux étrangers. Comme la période postcoloniale ne modifie pas réellement cette donne, le moment de rupture viendra de la NEP. Le nationalisme de cette nouvelle politique économique cache surtout la revanche des intérêts politiques malais. Celle-ci, à travers une industrialisation portée par l'État au nom des intérêts collectifs *bumiputra*, va aboutir à la réduction, au cours des années 1970-1980, de l'emprise

étrangère dans le sillage d'un *crony capitalism* dominé par le patronage politique que n'interrompra pas le contexte de libéralisation financière.

Vues sous l'angle des secteurs industriels, la permanence et l'ampleur de la domination étrangère apparaissent beaucoup plus nettement : quelle que soit l'orientation politique prise en matière commerciale depuis l'indépendance, ce sont les intérêts étrangers qui sont majoritaires dans les secteurs stratégiques en Malaisie. En effet, l'étude de l'implication étrangère dans le capital des entreprises malaisiennes de 1968 à 1990 permet de mettre en évidence le changement d'orientation suivie à la fin des années 1960 en révélant que le positionnement de ces capitaux étrangers est toujours pertinent en termes de rentabilité et de perspectives d'avenir. Ne possédant apparemment plus que 42 % du total de l'industrie manufacturière en 1990, là où elle en détenait 60 % en 1968, la participation étrangère au secteur de l'électronique atteint en revanche 90 %, de même qu'elle s'établissait à 93 % du secteur des boissons et tabac ou 80 % du secteur pétrolier à la fin de la première phase d'industrialisation par substitution d'importations.

Ainsi, les capitaux étrangers accumulés en Malaisie portent systématiquement sur les secteurs vraiment stratégiques pour le développement du pays, et ce, quelle que soit la stratégie d'industrialisation retenue par le gouvernement malaisien au cours de sa récente histoire.

Tableau 55 Parts étrangères du capital des entreprises, industrie manufacturière, Malaisie, 1968-1990

	1968	1970	1975	1980	1985	1987	1988	1989	1990
Agroalimentaire	74 %	71 %	55 %	32 %	25 %	26 %	28 %	30 %	30 %
Boisson, tabac	93 %	89 %	79 %	76 %	67 %	69 %	70 %	69 %	62 %
Textile, confection	52 %	39 %	63 %	54 %	48 %	54 %	53 %	59 %	61 %
Cuir	17 %	56 %	48 %	48 %	54 %	45 %	51 %	58 %	59 %
Bois	15 %	11 %	8 %	13 %	9 %	9 %	15 %	15 %	19 %
Meubles	50 %	71 %	61 %	31 %	19 %	14 %	25 %	36 %	45 %
Papeterie, imprimerie			16 %	10 %	20 %	20 %	21 %	10 %	14 %
Chimie	53 %	61 %	63 %	53 %	16 %	19 %	21 %	23 %	24 %
Caoutchouc	14 %	14 %	42 %	46 %	42 %	45 %	56 %	56 %	55 %
Pétrole/houille	78 %	77 %	79 %	78 %	37 %	40 %	41 %	44 %	44 %
Plastique				12 %	13 %	15 %	18 %	27 %	27 %
Sidérurgie	49 %	45 %	42 %	35 %	32 %	34 %	34 %	23 %	17 %

UN DÉVELOPPEMENT DANS LA MONDIALISATION

Autres produits minéraux	57 %	60 %	52 %	19 %	32 %	33 %	33 %	34 %	33 %
Métallurgie	66 %	69 %	59 %	26 %	23 %	25 %	26 %	28 %	30 %
Machines-outils	74 %	58 %	51 %	42 %	35 %	43 %	48 %	50 %	53 %
Électrique et électronique	70 %	67 %	84 %	80 %	73 %	77 %	81 %	86 %	89 %
Équipementier transport		58 %	51 %	32 %	15 %	22 %	22 %	25 %	25 %
Autres	60 %	67 %	69 %	57 %	53 %	62 %	63 %	62 %	69 %
Total	61 %	59 %	5 %	39 %	33 %	36 %	39 %	40 %	42 %

■ Part > 50 %

■ Part > 60 %

Source : MIDA, données exploitées par R. Rasiah, « State intervention... », 1996, p. 155.

Les données de 2002 indiquent en effet que la participation étrangère au capital malaisien est d'ailleurs redevenue majoritaire dans le secteur de l'industrie manufacturière, soit le secteur qui fournit plus de 80 % des exportations du pays. Les principaux investisseurs étrangers en Malaisie sont actuellement les États-Unis (4,2 milliards de dollars US), l'Allemagne (2,5 milliards), le Japon (2,2 milliards), Singapour (1,7 milliard) et le Royaume-Uni (1,3 milliard). Ils représentent 70 % des IDE entrant en Malaisie entre 2000 et 2003⁷⁵.

Ainsi se dessine une singulière continuité dans la domination étrangère des industries stratégiques, caractéristique qui renvoie à la dimension politique ambivalente de l'implication étrangère dans le financement des entreprises.

Le gouvernement peut donc poursuivre sa rhétorique nationaliste et démontrer que par rapport à l'avant-NEP, le capital de l'économie nationale est progressivement revenu entre les mains des Malaisiens puisque les étrangers n'en détiennent plus que 40 % environ (contre 60 % en 1971). D'autre part, la restructuration annoncée de l'économie a clairement eu lieu puisque la part des *Bumiputra* atteint 19 % du capital des sociétés malaisiennes : ce chiffre est certes encore éloigné de l'objectif des « 30 % en 1990 », inscrit dans le *Fourth Malaysia Plan* de 1971, mais incomparablement plus élevé que les 4 % qu'on recensait à cette époque. Toutefois la réduction de la part relative des intérêts étrangers a permis que celle des

⁷⁵ OMC, *Examen des politiques commerciales. Rapport du secrétariat, Malaisie*, décembre 2005, p. 16.

résidents chinois ne diminue pas : détenant déjà 34 % du capital en 1971, ils en possèdent 41 % en 2002.

Tableau 56 Propriété du capital malaisien^a, par groupes ethniques et par secteurs, 2002

	Agri- culture	Mines	Industrie manufac- turière	BTP	Com- merce	Trans- port	Finance	Autres	Total
<i>Bumiputra</i>	28,3	19,9	10,5	24,5	13,8	23,6	20,7	16,1	18,7
Autres résidents malaisiens	41,1	53,1	35,8	50,6	46,6	49,6	42,5	48,4	43,2
Chinois	39,8	50,8	34,2	45,5	44,2	47,5	39,1	45,5	40,9
Indiens	1	1,1	1,1	1	1,7	1,9	1,9	2,7	1,5
Autres	0,3	1,2	1,2	0,3	0,7	0,2	1,5	0,2	0,8
Résidents étrangers ^b	30,7	27	53,8	24,9	39,6	26,8	36,8	35,4	38,1
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100

^a Capital des sociétés par actions malaisiennes.

^b Y compris les Nominee Companies.

Source : EPU, *Mid-term Review of the Eighth Malaysia Plan 2001-2005*, p 67.

Cependant l'examen attentif de la nature des capitaux détenus démontre que les secteurs industriels restent dominés par des intérêts étrangers. Or l'on sait que cette domination est la plus forte dans les secteurs tout à fait stratégiques comme l'électronique, mais aussi les machines-outils, le caoutchouc ou, dans une moindre mesure, le pétrole, ainsi que les secteurs traditionnellement compétitifs de la Malaisie comme le cuir, le textile et l'habillement. Ces éléments renouvellent la perception de la dépendance réelle de la Malaisie dont le développement dans la mondialisation reste largement suspendu aux mouvements de capitaux, technologies et usines étrangères.

Conclusion : le développement au prix de la dépendance

Très fortement insérée dans la mondialisation à travers son histoire coloniale puis par des choix politiques successifs, la Malaisie tire sans conteste un grand parti en termes d'industrialisation et de croissance de cette ouverture. Son insertion réussie est le résultat de choix d'investissement et de localisation productive de très nombreuses multinationales. Ce succès se

double d'une dépendance très élevée vis-à-vis de l'étranger, selon plusieurs dimensions : financière, commerciale, productive et technologique. Et cette dépendance, envers de l'interdépendance liée à l'ouverture, est potentiellement source de vulnérabilité pour l'économie nationale. En effet, les fragilités de ce modèle ont concrètement révélé une partie de leurs implications à trois reprises depuis la fin des années 1990 : lors de la crise asiatique de 1997-1998, puis durant la récession liée à l'électronique en 2001, et plus récemment dans la récession mondiale à partir de 2008. Mais la régulation politique très présente et l'implication de l'État malaisien dans la conduite des affaires économiques semblent contenir en trompe-l'œil une dépendance du tissu économique malaisien plus profonde encore que la vulnérabilité aux débouchés extérieurs ou aux marchés financiers. Car dans les pans les plus compétitifs et les plus cruciaux en termes de croissance, la dépendance du tissu industriel malaisien vis-à-vis de l'étranger semble faire la preuve d'une extraordinaire pérennité, celle-ci s'étant maintenue au-delà des transformations économiques qui ont été à l'œuvre au fil de quatre décennies.

Depuis trente ans, le gouvernement malaisien tente donc de ne pas perdre l'avantage exceptionnel lié à la présence massive des multinationales sur son territoire. Car la pérennité de son développement en dépend. L'avantage salarial s'est amenuisé, alors que c'était l'argument initial des délocalisations des firmes multinationales d'électronique dans les années 1970 (en particulier à Penang où le taux de chômage était plus élevé que dans le reste du pays) : par rapport à l'Asie du Sud-Est, la main-d'œuvre malaisienne apparaît depuis les années 1990 relativement chère. Selon Govindasamy Rajasekaran, le secrétaire général du congrès des syndicats malaisiens, les salaires en Malaisie valent actuellement trois fois moins qu'à Singapour, et trois fois plus qu'en Indonésie⁷⁶. Malgré le recours important à une main-d'œuvre immigrée, que seules les multinationales ont le droit d'embaucher, la saturation progressive du marché du travail liée à l'industrialisation croissante se ressent, surtout à Penang ou Singapour. La Malaisie se retrouve ainsi dans le domaine de l'électronique comme Singapour dans les années 1970, c'est-à-dire en position de laisser partir les usines d'assemblage à fort contenu en travail non qualifié devenu moins compétitif, pour privilégier les segments de la production électronique à plus fort contenu technologique. La forte population chinoise de Malaisie, en particulier à Penang, facilite ces transferts d'activité que le

⁷⁶ OIT, *Tripartite Declaration of Principles concerning Multinational Enterprises and Social Policy (MNE Declaration)*, 2002.